



Le Q-sort

OBJECTIFS

Q-sort est un terme consacré en pédagogie. Il a une origine anglaise : *Question-sort*, c'est-à-dire liste de questions et d'items.

Un Q-sort permet de faire émerger les représentations, les préjugés et les idées reçues qu'un groupe a d'un concept donné puis de les exprimer et les préciser.

Il permet également de créer une demande d'approfondissement en ouvrant le débat et l'échange.

En résumé, le Q-sort permet de passer du préjugé au questionnement.

DÉMARCHE

Un Q-sort est en général une liste de 12 à 20 items qui traitent d'un concept. Ces items sont toujours flous, ambigus, de façon à stimuler l'esprit critique, à faire préciser les représentations.

Dans le cas présent, il est important pour l'animateur (afin de maîtriser le temps et de rester dans une dynamique) de ne choisir que 12 à 15 items parmi ceux proposés ci-après. L'objectif n'est pas de répondre à toutes les questions sur ce sujet.

L'animateur peut aussi créer de nouveaux items pour aborder un aspect qui lui semble important.

La valorisation de cet outil se fait en trois étapes :

1. Chaque personne réfléchit individuellement à la liste d'items qui lui est proposée et doit identifier trois items qui lui semblent vrais et trois items qui lui semblent faux. Ce premier temps dure en général 10 minutes.
2. Les personnes se réunissent ensuite en groupes de 3 à 5 personnes pour choisir trois items qui paraissent unanimement vrais et trois unanimement (ou majoritairement ?) faux. Il note aussi les points de désaccord et les items **sur lesquels il ne peut y avoir consensus**.
Ce temps mérite d'être assez long (20 à 30 minutes) : c'est un moment de confrontation des représentations et de construction d'un argumentaire.
3. Chaque groupe expose ses résultats à l'ensemble des participants. L'animateur inscrit dans trois colonnes : les items vrais, les items faux, les divergents. Il met en évidence les divergences et les points de convergence entre groupes.
Il peut alors lancer un débat pour chaque item et amener ainsi à préciser le concept sous différents éclairages. Il n'est pas nécessaire d'apporter toutes les réponses aux questions posées, mais d'aider à la prise de conscience de l'existence de « représentations »
Durée : 30 minutes.

Extension possible : recherche documentaire.

Choisir quelques phrases du Q-sort, faire des groupes et rechercher les définitions au CDI ou sur Internet.

Durée adaptable.



Le Q-sort

AFFIRMATIONS

	Vous devez dire si ces affirmations vous semblent plutôt vraies ou plutôt fausses, et développer un argumentaire.	Moi		Le groupe	
		Vrai ?	Faux ?	Vrai ?	Faux ?
1	L'Inde, doit investir dans des terres à l'étranger pour satisfaire la demande de sa population.				
2	Le commerce international permet de résoudre le problème de la faim dans le monde.				
3	L'UE est agroexportatrice car elle satisfait largement à ses besoins alimentaires.				
4	Les organisations paysannes ont un pouvoir politique important.				
5	Le commerce équitable permet au producteur du Sud de satisfaire ses besoins.				
6	Au niveau commercial, les produits agricoles sont des produits comme les autres.				
7	L'OMC est indispensable pour réguler les échanges commerciaux.				
8	Le Sud a besoin du Nord pour nourrir sa population.				
9	Les Amap sont réservées à une élite.				
10	La bourse est indispensable pour réguler le Marché alimentaire mondial.				
11	Il faut réguler notre production nationale (ou européenne) pour ne pas détruire les agricultures du monde.				
12	Le commerce mondial favorise le développement de l'agriculture.				
13	Le commerce équitable est polluant.				
14	Les circuits courts sont un réseau de distribution efficace.				
15	Mes choix individuels ont un impact sur l'avenir de la planète.				
16	Manger durable, c'est manger moins pour ma santé et pour en laisser aux autres.				
17	Pour manger durable, je ne dois plus acheter des produits venant de l'étranger.				
18	Pour nourrir le monde, il faut limiter les pertes de denrées alimentaires.				
19	Rouler aux biocarburants, c'est rouler bio.				
20	Le prix est un élément déterminant dans l'acte d'achat.				



Le Q-sort

ÉLÉMENTS DE DÉBAT

1	D'autres solutions existent mais l'Inde, gros producteur et gros consommateur de riz, détient la plus importante superficie rizicole au monde (45 millions d'hectares). Cette superficie est globalement constante depuis la fin des années 1990, mais sa production arrive derrière la Chine (100 millions de tonnes en 2011-2012). En raison de la mousson, la production est soumise à des variations très importantes. Aussi, pour préserver sa sécurité alimentaire, le pays est amené à constituer des réserves importantes, qui peuvent varier du simple au double selon les années. Avec des rendements moyens deux fois inférieurs à la Chine alors que sa population progresse plus rapidement, l'Inde devra faire une nouvelle « révolution verte » avec une meilleure maîtrise de l'irrigation, des variétés plus productives... Irriguer, sélectionner, chimiser ou investir ailleurs ? Compte tenu de l'augmentation prévue de la population (Asie et Afrique), la demande en riz est évaluée à 1 200 millions de tonnes pour 2050 (elle était de l'ordre de 460 millions de tonnes en 2011). L'Amérique latine devra jouer un rôle dans l'approvisionnement et sa part dans le commerce mondial des céréales sera plus importante.
2	En 1995 a été créée l'Organisation mondiale du commerce (OMC), avec pour objectif de « favoriser la liberté des échanges afin que le monde soit plus prospère » (www.wto.org). En 2001, les États membres de l'OMC ont en outre adopté la déclaration de Doha pour le développement qui assure que « le commerce international peut jouer un rôle majeur dans la promotion du développement économique et la réduction de la pauvreté ». En 2007, un constat s'impose : le libre-échange progresse, la faim aussi (depuis 1995, le nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde est en augmentation). Si le commerce international peut contribuer au développement des pays du Sud, le libre-échange ne constitue pas une solution miracle capable d'éradiquer la faim et la pauvreté dans le monde. Le commerce international est souvent déloyal avec une mise sur le Marché mondial de denrées subventionnées et à bas prix. Faute de protection (absence de politique agricole), cela nuit au petit producteur du Sud qui ne peut plus vendre à un prix suffisamment rémunérateur. La spéculation sur les denrées alimentaires qui provoque la volatilité des prix est un fléau pour les paysans et pour les citadins. Certains pays ne produisent pas assez et sont obligés de se fournir sur le Marché mondial (Égypte, Inde, bientôt Chine...).
3	Faux. L'UE importe des aliments. On considère qu'elle utilise l'équivalent de 35 000 ha dans les pays du Sud pour satisfaire ses besoins avec importation d'huile, de sucre, etc. Par ailleurs, l'agriculture de la France et de l'UE est dépendante d'importation d'énergie (gaz russe en particulier) et d'azote (tourteaux de soja).
4	Les politiques agricoles en France et en UE sont orientées par un lobbying fort des organisations professionnelles (syndicats). Ce n'est pas le cas partout. Les paysans sont souvent niés par les politiques de leur propre pays. En Afrique de l'Ouest, être paysan n'est pas considéré comme un statut (ce n'est pas un métier) mais comme un état (« à défaut de »). D'où l'importance de soutenir ces organisations professionnelles afin qu'elles incitent les gouvernements à la mise en place de politiques agricoles.
5	Cf. la définition du commerce équitable et les dix objections majeures : www.decroissance.org/textes/commerce_equitable.pdf L'objectif principal du commerce équitable est de lutter contre les dérives d'un commerce mondial mal régulé (cf. aussi les positions de Max Havelaar et Artisans du monde). De nombreuses marques de commerce équitable existent aujourd'hui (cf. par exemple le dossier <i>Commerce équitable du café</i> disponible sur : www.maxhavelaar.be/sites/default/files/brochure_cafe_fr_3.pdf
6	Ils sont considérés comme les autres sur le Marché mondial (bourse, interdiction de protectionnisme par l'OMC...). Mais ce ne devrait pas être le cas car ils conditionnent la survie et sont en lien avec la culture.
7	Les échanges internationaux existent depuis très longtemps et sont indispensables. Ils doivent être régulés, d'où la nécessité d'avoir un organisme régulateur. Le problème concerne les règles de fonctionnement de cet organisme. Pour l'OMC, le libéralisme (libre échange) doit permettre le développement de tous !
8	Il faut voir les différents Sud. Par exemple, la production laitière du Sénégal ne couvre pas la demande, mais le lait d'importation (en poudre) arrive sur le Marché moins cher que le coût de production du lait local. Cela déstructure la filière et limite la capacité des éleveurs à produire du lait. On observe la même chose au niveau du riz, du poulet, des oignons... Le Zimbabwe a doublé sa production en deux ans par la mise en place d'une politique agricole. C'est pourquoi les pays du Sud doivent pouvoir protéger leur Marché en imposant des taxes à l'importation en particulier sur les produits qu'ils sont capables de produire localement. C'est l'un des éléments de la politique agricole que l'on peut proposer.
9	Les Amap, souvent installées à proximité des villes, ne rassemblent pas pour autant des clients faisant partie d'une élite.. Ce sont des consommateurs qui font le choix de privilégier les produits locaux et le soutien à l'agriculture paysanne.
10	De nombreux produits agricoles sont cotés en bourse (à Chicago) et soumis au Marché à terme. Le Marché à terme est un Marché où le paiement se fait de façon différée. Il est possible d'acheter ou de vendre des céréales sans échange de produit. L'acheteur s'engage à payer et le vendeur s'engage à vendre. Cette spéculation se développe depuis la crise financière de 2007 où les investisseurs ont reporté leur capital sur les denrées alimentaires, ce qui a fortement contribué à la crise alimentaire de 2008. Conséquences : les agriculteurs familiaux ne parviennent plus à trouver une juste rémunération pour leur travail. Cette spéculation se fait aussi à plus petite échelle (stockage à la ferme ou à la coopérative en attendant sur les prix montent).



Le Q-sort

11	<p>Sont-ce les pays exportateurs qui doivent réguler leur production ou les pays du Sud qui doivent se protéger ? Quel est le poids des pays exportateurs dans la capacité des pays du Sud à se protéger ? (cf. en particulier les APE – accords de partenariat économiques – qui demandent aux pays du Sud de ne protéger que 20 % de leurs produits et services).</p>
12	<p>Cf. aussi la réponse 2 de « Quels commerces ? » et la réponse 15 de « Quelles Agricultures ? ». Les agriculteurs du Sud militent pour éviter l'importation de denrées à bas prix qui viennent concurrencer leur propre production. Mais les échanges internationaux existent depuis très longtemps et sans ce commerce, notre alimentation serait peu diversifiée, surtout en hiver.</p>
13	<p>Cf. réponse 5. Des actions sont mises en œuvre au niveau de la production pour respecter l'environnement. Mais le commerce équitable concerne des denrées qui viennent de loin. Biocoop par exemple ne fait transiter ses produits équitables que par bateau afin d'en limiter l'impact.</p>
14	<p>Circuit court et alimentation urbaine : difficile pour de grandes villes. Les expériences de mise en place de circuits courts se multiplient mais d'après l'Ademe, les achats représentaient en France seulement 6 à 7 % des achats alimentaires en 2010. Est-ce moins consommateur en énergie d'aller se fournir en voiture vers plusieurs distributeurs ou faire un seul déplacement vers un supermarché qui a été livré en camion, moins gourmand en énergie par tonne transportée ?</p>
15	<p>L'avenir de la Terre est entre nos mains. L'effort individuel est indispensable, les pistes d'action sont nombreuses : - consommer des aliments produits localement, des fruits et légumes de saison, des produits non calibrés ; - éviter les emballages inutiles ; - réduire notre consommation de viande ; - limiter la consommation de plats congelés et préparés ; - maîtriser nos consommations énergétiques à la cuisine ; - faire ses courses à proximité de chez soi ; - privilégier des produits labellisés (commerce équitable, agriculture biologique...) ; - etc. L'effort individuel est indispensable mais ne sera pas suffisant. Cet engagement citoyen passe aussi par une redéfinition des politiques agricoles (plus solidaires et mieux régulées), l'application du principe de souveraineté alimentaire, la redistribution du foncier aux paysans... Autant d'actions qui nécessitent d'influer sur la volonté politique des dirigeants. Les acteurs de la société civile (ONG, syndicats de producteurs et associations de consommateurs) proposent aux citoyens de se mobiliser en particulier au travers de campagnes de sensibilisation de l'opinion publique (campagne AlimenTERRE...).</p>
16	<p>Manger moins, ça dépend pour qui ! L'objectif est surtout de manger mieux car il y a plus d'obèse dans le monde que de personnes qui souffrent de la faim. Se priver ne donne pas plus à ceux qui ont faim, mais une alimentation carnée comme la nôtre n'est plus possible à l'échelle de la planète (il faut 6 à 8 kg de céréales pour produire 1 kg de bœuf).</p>
17	<p>Vrai et faux. Le transport des produits alimentaires sur des milliers de kilomètres pour les amener aux consommateurs contribue aux émissions de GES. Selon les modes de transport, la quantité de GES émis sera plus ou moins importante. En France, les transports sont responsables pour 26 % des émissions de GES. Privilégier les produits locaux est une solution pour alléger notre empreinte écologique. Néanmoins, arrêter de consommer des produits étrangers, c'est aussi ne plus soutenir les agricultures paysannes du Sud. La filière du commerce équitable représente une bonne alternative pour qui souhaite continuer à consommer du café, thé, chocolat, ananas..., toutes ces cultures qui ne sont pas produites sous nos latitudes. Et si l'on habite à côté de la frontière ?</p>
18	<p>Vrai. On estime les pertes en moyenne à 30 %, soit par gaspillage dans les pays du Nord (40 % aux USA) soit par pertes de récoltes, stockage et conservation dans les pays du Sud. Cela représente environ 800 millions de tonnes de céréales, quatre fois plus que les céréales utilisées pour la synthèse d'agrocarburants. Malgré cela, le reste est encore suffisant pour nourrir le monde. Le problème majeur est avant tout un problème d'accès à cette ressource alimentaire pour les plus pauvres.</p>
19	<p>Les céréales, l'huile de palme, le colza ou le soja cultivés pour produire des agrocarburants, ne sont pas produits en respectant les critères de l'agriculture biologique. Ils sont produits avec des engrais chimiques, des pesticides et parfois même des OGM (maïs aux USA, soja au Brésil et en Argentine, etc.). Sans parler des nombreux problèmes sociaux et environnementaux (déforestation, perte de biodiversité, assèchement de tourbière, épuisement des réserves en eau...) causés par les agrocarburants produits hors de l'Union européenne. De nombreuses organisations préfèrent parler d'agrocarburants (et non pas de biocarburants), c'est-à-dire des carburants produits sur des terres cultivables. Que prendre en compte pour les gaz à effet de serre (GES) ? Le calcul de ce bilan est très sensible à l'impact de la production de biocarburants sur le changement d'affectation des sols (CAS). Chaque hectare de terre (cultivé ou non) est en effet caractérisé par un niveau de stock de carbone (qui dépend en particulier du type de sol, du climat, des usages précédents et des pratiques culturales adoptées). Tout changement d'affectation ou d'usage du sol induit par conséquent une variation de ce stock qui peut conduire à réduire ou à accroître les GES.</p>
20	<p>Prendre en compte le prix est nécessaire, mais c'est aussi de l'autonomie du consommateur que d'acheter ou non. Cet acte peut être porteur de sens. Ce ne sont pas les consommateurs les plus riches qui achètent le plus de produits bio ou équitables (notion de consomm'action).</p>